

# Géopolitique du Qatar

## "Diplomatie du tapis volant" ou réel appétit de puissance ?



Par Jean-François  
**Fiorina**

Directeur  
de l'Ecole Supérieure  
de Commerce  
de Grenoble

**En 1995, l'arrivée au pouvoir  
d'une nouvelle génération  
marque un tournant dans la  
politique de développement  
du Qatar.**

À peine visible sur un planisphère avec ses 11 521 km<sup>2</sup>, le Qatar est aussi le plus petit pays arabe en terme démographique. Il est certes riche en hydrocarbures - mais comme le sont tous les États du Golfe. Bref, un Émirat que sa géographie ne prédisposait ni à tenir une place particulière dans la région, ni à rayonner à l'international, et qui pourtant occupe un espace médiatique impressionnant ces derniers temps au sein de la "médiasphère" française. Le phénomène vient pourtant de loin : le Qatar a fait sienne la devise du *soft power* (Joseph Nye) et mis en place une stratégie originale dès les années 1990 pour s'imposer en acteur incontournable de la scène arabe. *"Le Qatar ambitionne de devenir non seulement un pôle universitaire et culturel, mais aussi diplomatique et médiatique"*, précisent Philippe Cadène et Brigitte Dumortier, auteurs d'un récent *Atlas des pays du Golfe*.  
**Du sport à la finance en passant par l'immobilier et les crises internationales : difficile d'échapper à ce petit Émirat qui semble partout présent. Cette exceptionnelle réussite ne doit cependant pas masquer les défis auxquels le Qatar devra faire face sur le temps long.**

Auparavant sous protectorat britannique, le Qatar accède en 1971 à l'indépendance et refuse de rejoindre les Émirats arabes unis nouvellement créés. La famille souveraine Al Thani gouverne initialement de façon traditionnelle, *"répugnant à bousculer valeurs et modes de vies anciens"*. Si l'économie d'alors repose principalement sur le pétrole, la politique qatarie est aujourd'hui largement financée par la vente de gaz. *"Le Qatar qui, à la différence de l'Iran, mais aussi de l'Arabie Saoudite, ne figure pas dans les dix premiers producteurs de gaz naturel, compte cependant parmi les grands exportateurs"*, précise l'*Atlas des pays du Golfe*. Le pays bénéficie en effet du plus grand gisement mondial de gaz, découvert dans les années 1970 et exploité depuis 1989. Suite à une révolution de palais, en 1995, qui voit l'émir actuel destituer son père, *"l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération marque un tournant dans la politique de développement du Qatar"*. Aujourd'hui, à la faveur de la crise économique et financière mondiale comme des printemps arabes, le petit Émirat redouble d'ambition et entend faire fructifier ses nombreux atouts dans sa conquête du pouvoir.

Un succès qui ne doit rien au hasard

À son arrivée à la tête du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani définit une stratégie de puissance dans quatre directions : l'information, les investissements financiers, le sponsoring et la politique étrangère. Dès 1996, l'Émirat lance la chaîne satellitaire télévisée Al-Jazira, avec l'aide de journalistes formés par la BBC anglaise. Officiellement indépendant, ce média n'en est pas moins au service de l'influence qatarie. Comme l'a révélé un télégramme américain publié par WikiLeaks, la chaîne est utilisée par l'émir à des fins

**Le fonds souverain qatari (QIA) détient déjà 10 % du capital du Crédit Suisse et 7,5 % du groupe Volkswagen...**

**La "diplomatie du tapis volant" permet au Qatar de s'ingérer parfois très directement dans les affaires intérieures des pays cibles.**

**A la fois alliée de Washington et soupçonnée de complaisance à l'égard de l'Iran, Doha doit surtout composer avec sa population hétérogène - le spectre d'un scénario de type Bahreïn hante les esprits des décideurs qataris...**

politiques. La grande réussite d'El-Jazira réside probablement dans le subtil équilibre entre débats politiques et ménagement du radicalisme religieux - en relayant notamment en exclusivité les messages d'Al-Qaïda ou en soutenant explicitement la "résistance" irakienne ou du Hezbollah. "Le 'CNN' arabe donne une image d'ouverture de la dynastie et contribue au rayonnement international de Qatar, sans commune mesure avec sa puissance militaire", précisent les chercheurs Philippe Cadène et Brigitte Dumortier. En 2006, la diffusion en langue anglaise permet aussi d'atteindre un public plus large, de l'Occident à l'Asie.

Le second axe de la stratégie d'influence qatarie est l'investissement de la rente gazière dans les économies européennes, et particulièrement française. Créée en 2005, la *Qatar Investment Authority* (QIA) - le fonds d'investissement souverain de la péninsule - a pour fonction de recycler la rente des hydrocarbures en rente financière. À titre d'illustration, on peut citer le rachat du PSG et les prises de participation à hauteur de 10 % dans le capital du Crédit Suisse et de 7,5 % dans celui du groupe Volkswagen. Avec moins de 100 milliards de dollars d'avoirs, QIA reste cependant modeste comparée à ses homologues koweïtien (250 milliards), saoudien (430 milliards) ou émiratis (620 milliards).

Vient ensuite la politique de sponsoring, peu connue et néanmoins efficace. Ainsi, la *Qatar Foundation*, dirigée par l'épouse de l'émir, subventionne de nombreux projets sportifs et surtout culturels. Doha est devenue une place incontournable du marché de l'art en quelques années à peine. Mais le sponsoring est également une arme au service d'une politique d'influence plus offensive : l'identification et la fidélisation de jeunes Français ou Américains prometteurs, d'origine arabe ou maghrébine, et de confession musulmane. En France, ce sont environ 50 millions d'euros qui viennent d'être alloués pour financer des projets économiques portés par des habitants des banlieues. Et l'ambassadeur qatari d'annoncer fin 2011 que ce fonds sera encore augmenté.

Le dernier axe de la stratégie qatarie à l'internationale est celui dit de la "diplomatie du tapis volant" (*The Economist*), expression forgée en référence à celle dite "du ping-pong" pour décrire la politique de réconciliation entre la Chine et les États-Unis dans les années 1970. Le Qatar se pose en effet en champion de l'intermédiation géopolitique et fait preuve d'un activisme accru ces dernières années. La libération des infirmières bulgares condamnées à mort en Libye a été possible en grande partie par l'intervention de l'émir du Qatar, intermédiaire entre Paris et Tripoli. C'est également Doha qui organise sur son sol des rencontres autour des Talibans et des principaux acteurs du conflit afghan. On retrouve encore le Qatar derrière les tentatives de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, ou sur le complexe dossier libanais. Le micro-Émirat semble omniprésent. Les printemps arabes semblent d'ailleurs consacrer sa place d'acteur incontournable, notamment sur les théâtres libyens et désormais syriens.

Un Émirat face au défi de la consolidation de sa puissance

Cette stratégie irrite et agace aussi. Si les investissements du Qatar dans les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord sont les bienvenus - particulièrement en ces temps de crise -, il ne faudrait pas sous-estimer la crainte ou le danger qu'ils ne manquent pas de susciter ou de représenter (cf. *CLES* n°32). Du cinéma au football en passant par la maroquinerie de luxe, les placements qataris sont de plus en plus dénoncés en France, notamment, comme de nature à porter atteinte à la concurrence locale qui n'a pas les moyens de les contrer et qui reste soumise à des règlements très stricts. Plus grave, ils soulèvent la question de l'indépendance nationale dès lors qu'ils touchent directement à des secteurs de souveraineté (aéronautique, spatial, défense, énergie...). Or, QIA possède déjà 10 % du groupe Lagardère et 6 % d'EADS.

Il est ensuite fait reproche au Qatar de faire preuve de duplicité à l'égard de l'Iran et de ses adversaires. Doha est à la fois alliée de Washington et complaisante à l'égard de Téhéran. La péninsule arabe n'a certes pas intérêt à l'escalade avec l'Iran, qui partage avec elle le plus grand gisement mondial de gaz, à cheval sur leurs frontières maritimes, ni à embraser les masses chiites installées sur les rives occidentales du Golfe. Car si le Qatar fut épargné par la vague révolutionnaire de 2011, il lui faut consolider sa situation sécuritaire interne. Ce pays sunnite compte moins de 30 % de nationaux et près de 60 % de migrants non-arabes (dont 18 % de Pakistanais, autant d'Indiens et 10 % d'Iraniens). Avec la poursuite de la croissance, le recul de la composante arabe (40 % de la population) s'accélère, au profit d'expatriés exogènes de plus en plus nombreux. "L'évolution du droit des étrangers devient un enjeu fondamental", préviennent Philippe Cadène et Brigitte Dumortier. Le spectre d'un scénario de type Bahreïn hante les esprits des décideurs qataris...

## Le Qatar à la conquête du "hard power" ?

Pour Joseph Nye, le *soft power* n'a vocation qu'à compléter le *hard power*, pas à le remplacer (cf. CLES n°30). Selon les propres mots de son promoteur, il représente "*l'autre face de la puissance*". Aux côtés des formes traditionnelles de coercition, il s'agirait, pour chaque acteur international, d'étendre le "*domaine de la lutte*" vers les spectres de l'influence et de la séduction. Cette complémentarité, le Qatar l'a bien comprise, puisqu'il entend conquérir également ces leviers de pouvoir et d'action.

Pour l'heure, l'Émirat bénéficie du parapluie américain depuis 1991, date d'installation de l'immense base militaire d'Al-Udeid qui abrite le quartier général avancé de l'*United States Central Command* (CENTCOM) pour les opérations américaines au Moyen-Orient et en Asie centrale. Il n'en demeure pas moins que Doha dispose d'une armée certes modeste mais bien équipée. Ainsi, les Mirage 2000 de son armée de l'air ont pu intervenir en mars 2011 au profit de la "*no-fly zone*" en Libye. Mais, démographie oblige, son choix pourrait bien se porter sur l'emploi privilégié de forces spéciales, c'est-à-dire de petites équipes très bien dotées et entraînées pour produire un effet décisif - voire stratégique - contre un adversaire aux effectifs plus nombreux. C'est le chemin que semble vouloir emprunter le Qatar avec l'envoi plus que probable de telles unités, hier en Libye, et aujourd'hui en Syrie.

L'Émirat semble donc bien vouloir se doter de ses propres outils d'intervention militaire pour soutenir, par la force si nécessaire, sa politique étrangère. Un signe de maturité politique, certes, mais aussi un risque supplémentaire de déstabilisation d'une région déjà soumise à de fortes tensions géopolitiques, et qui doit se préparer au "monde d'après" les rentes pétrolières et gazières. ■

**Pour aller plus loin :** *Atlas des pays du Golfe*, par Philippe Cadène et Brigitte Dumortier, Coédition RFI-PUPS, 120 p., 20 € ; *CLES - Comprendre Les Enjeux Stratégiques*, Notes d'analyse n°30 et 32, mai et juin 2011.

### EXTRAIT :

**Sur le contexte régional de l'Émirat de Qatar :** "*Au moment où le monde arabe revendique plus de développement et de liberté, la marche vers davantage de modernité et la poursuite de l'intégration régionale sont des conditions essentielles à la construction d'un ensemble mégapolitain effectif et dynamique. L'avenir de la région est cependant incertain du fait du contexte géopolitique et géostratégique régional et mondial.*" (Philippe Cadène et Brigitte Dumortier, *Atlas des pays du Golfe*, op. cit.)

## Pourquoi CLES ? Comprendre Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) et sur [www.grenoble-em.com/geopolitique](http://www.grenoble-em.com/geopolitique).